



Nouvel uppercut des loups guerriers: La «diplomatie de cow-boys» des USA mord la poussière au moment où le spectre de la Guerre civile menace

Par [Vincent Gouysse](#)

Mondialisation.ca, 13 octobre 2020

Région : [Asie](#), [États-Unis](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Photo : Le 3 octobre dernier, la ville de Lafayette (en Louisiane) a vu défiler plusieurs centaines de membres lourdement armés de la milice NFAC - « la coalition qui ne déconne pas »... Aux USA, 85 % des américains majeurs détiennent au moins une arme, ce qui n'empêche pas les ventes d'armes de battre des records depuis le début de l'année 2020... Comme rapporté récemment par un média atlantiste mainstream, ils se [ruent aujourd'hui sur les armureries](#) pour y faire des stocks d'armes et de munitions en prévisions de futurs troubles...

Au moment où les USA durcissent leur politique extérieure anti-chinoise pour tenter de faire de la Chine leur bouc-émissaire et ainsi faire oublier les innombrables échecs nationaux et internationaux de l'administration Trump, les prochaines élections US risquent d'agir comme un catalyseur supplémentaire de la décomposition économique, politique et sociale du pays. Ce sont aujourd'hui [60 % des américains qui pensent que leur pays est sur le point de sombrer dans la guerre civile](#), et 50 % d'entre eux ont d'ailleurs commencé à s'y préparer en stockant des produits de première nécessité. Les USA risquent donc de devoir faire face, outre une crise économique sans précédent, à une crise de civilisation qui pourrait revêtir la forme d'affrontements inter-ethniques. En effet, alors que [80 % des électeurs américains](#) estiment que les électeurs du camp opposé n'ont ni la même vision politique, ni les mêmes valeurs que les leurs, révélant la profonde fracture qui traverse la société US, [les milices noires d'autodéfense](#) s'affirment et, en cas de contestation des résultats des élections du 3 novembre prochain, les heurts avec celles des suprématistes blancs pourraient donner le coup d'envoi d'une nouvelle Guerre de Sécession, qui s'avérerait inévitablement fatale pour la tête du monstre atlantiste. Aux USA, 85 % des américains majeurs détiennent au moins une arme, ce qui offre certes la meilleure assurance pour les masses populaires que l'ordre bourgeois y réfléchira à deux fois avant de réprimer un mouvement de contestation sociale dans le sang, mais qui présente également d'immenses dangers dans une société fortement polarisée autour de la question raciale, comme le sont les USA aujourd'hui...

Au même moment, la diplomatie chinoise qui proclame depuis plusieurs mois qu'« [une Amérique en panne n'est pas fondée à critiquer la Chine](#) », rend chaque jour les coups au centuple. « [Leur « diplomatie du mensonge » discrédite les Etats-Unis](#) », titrait encore aujourd'hui la grande presse chinoise internationale dont voici l'un des derniers articles choc dans son intégralité :

« « Nous mentons, nous trompons et nous volons ». Depuis que Mike Pompeo, qui fut auparavant directeur de la CIA, est devenu secrétaire d'État, la diplomatie américaine a été

réduite à une « diplomatie du mensonge ».

Au moment où la 75^e Assemblée générale des Nations Unies a été convoquée, les États-Unis ont ouvertement affiché aux yeux de tous leur « diplomatie du mensonge » au forum solennel de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le président américain, le secrétaire d'État et les représentants permanents des États-Unis auprès de l'ONU se sont relayés pour discréditer la Chine sur des sujets tels que l'épidémie de COVID-19 et les droits de l'homme à diverses occasions. Cependant, non seulement rien de tout cela n'était valide, mais cela également discrédité une fois de plus la diplomatie américaine.

Si l'on regarde les États-Unis aujourd'hui, la Maison Blanche d'où s'échappe une « fumée toxique » en couverture du magazine Time est une image choquante : les 210 000 vies perdues à cause de l'épidémie de COVID-19 torturent la conscience des politiciens. Les États-Unis sont devenus le pire pays du monde dans la lutte contre l'épidémie, non pas parce que, soi-disant, « la Chine a dissimulé l'épidémie », mais parce que la Maison Blanche a ignoré les informations claires de la Chine et trompé sans raison son peuple. Dès le 3 janvier, la Chine a transmis aux États-Unis des informations sur l'épidémie et des mesures de prévention et de contrôle. Et dès le 4 avril, le « *Washington Post* » soulignait que la Maison-Blanche connaissait depuis longtemps la gravité de l'épidémie, mais la minimisait : à cette époque, 70 jours avaient été perdus. Depuis la propagation de l'épidémie de COVID-19 aux États-Unis, les politiciens américains ont continué à créer et à intensifier des rumeurs comme sur une chaîne de montage. Le cœur de leurs manœuvres visant à faire « porter le chapeau aux autres » est depuis longtemps connu de chacun.

À un moment où le monde a un besoin urgent d'unité et de coopération, le gouvernement américain actuel s'appuie fréquemment au « mensonge », à la « coercition » et aux « sanctions » par « des moyens diplomatiques ». Non seulement les États-Unis n'assument pas leur responsabilité de grande puissance, mais en plus ils salissent et font également chanter les organisations internationales. À un moment critique de la lutte mondiale contre l'épidémie, les États-Unis se sont retirés de l'Organisation mondiale de la santé et ont actuellement plus de 3 milliards de dollars d'arriérés de cotisations. Le journal scientifique « *The Lancet* » a souligné le 9 juillet que le retrait des États-Unis de l'OMS est illégal et menacera la santé et la sécurité du monde et du peuple américain. Quoi qu'ils fassent, rien ne marche, mais pour répandre des rumeurs, ils sont les premiers. Les « usines à rumeurs » de Mike Pompeo attirent souvent des clients sous couvert de « sécurité nationale » et de « droits de l'homme ».

L'expression non fondée « il y a un problème de sécurité nationale » a fait subir à TikTok, qui avait un bon élan de développement, des brimades humiliantes sur le marché américain. Les mêmes mensonges ont été utilisés à plusieurs reprises par les États-Unis comme une arme pour s'attaquer à des entreprises et des applications chinoises telles que Huawei, ZTE et WeChat. Mais en fait, les États-Unis eux-mêmes sont à l'origine de la surveillance, du vol et des cyber-attaques dans le monde. Personne, dans le monde, n'a oublié l'incident du « Prism Gate ».

Pour les États-Unis, leur propre « sécurité nationale » est si importante qu'elle doit s'attaquer à une seule société de vidéos courtes pour la maintenir. Dans le même temps, la législation de sécurité nationale anti-sécession de la Chine a été discréditée par le secrétaire d'État américain comme « portant atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales du peuple de Hong Kong ». Les États-Unis ont également inventé des

mensonges sur la question des droits de l'homme au Xinjiang à de nombreuses reprises et ont même adopté une soi-disant charte des droits des Ouïghours. En fait, il n'y a pas eu de cas de terrorisme violent au Xinjiang depuis 40 mois.

De 2010 à 2018, la population ouïghoure du Xinjiang est passée de 10 171 150 personnes à 12 718 400, soit une augmentation de 25,04 %, bien supérieure à l'augmentation de la population Han. Au cours de la période de novembre, le Xinjiang a accueilli plus de 15,35 millions de touristes nationaux, soit une augmentation d'une année sur l'autre de plus de 10%. Les mesures de déradicalisation de la Chine au Xinjiang ont effectivement protégé les droits de survie et de développement des personnes de tous les groupes ethniques du Xinjiang.

Et les États-Unis ? Si on cherche à savoir quel est le pire pays du monde en matière de droits humains, alors ce sont définitivement les États-Unis. Historiquement, le massacre des Indiens aux États-Unis a réduit leur nombre de 5 millions à 250 000. Au cours des dernières décennies, de « J'ai un rêve » à « je ne peux pas respirer », le sang et les larmes des noirs américains n'ont jamais été échangés contre l'égalité des droits. Et en ce moment même, en raison de la politisation de la prévention de l'épidémie, ce sont 210 000 personnes qui ne pourront plus jamais jouir du droit de respirer, ce qui suffit à clouer les États-Unis au pilori de la honte des droits de l'homme.

Les mensonges diplomatiques des États-Unis ne peuvent résister à l'épreuve du temps et à l'épreuve des peuples du monde. Leurs mensonges mettent leur réputation en faillite et humilie le caractère national des États-Unis.

L'ancien président américain Abraham Lincoln a dit un jour, « Vous pouvez tromper quelques personnes tout le temps. Vous pouvez tromper tout le monde un certain temps. Mais vous ne pouvez tromper tout le monde tout le temps ». Monsieur Pompeo, n'éprouvez-vous aucune honte lorsque vous visitez le Lincoln Memorial ? »

Vincent Gouysse

Cet article a été publié initialement sur le site www.marxisme.fr

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Vincent Gouysse](http://www.vincentgouysse.com), Mondialisation.ca, 2020

Articles Par : [Vincent Gouysse](http://www.vincentgouysse.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca